Nous avons deux nouvelles priorités à concilier : environnement et souveraineté.

Avertissement *: Souveraine Tech revendique par vocation une approche transpartisane. Seule nous oblige la défense des intérêts supérieurs de notre pays. Nous proposons ainsi un lieu de « disputatio » ouvert aux grandes figures actives de tous horizons. La parole y est naturellement libre et n'engage que ceux qui la prennent ici. Cependant, nous sommes bien conscients des enjeux en présence, et peu dupes des habiles moyens d'influence plus ou moins visibles parfois mis en œuvre, et dont tout un chacun peut faire l'objet, ici comme ailleurs. Nous tenons la capacité de discernement de notre lectorat en une telle estime que nous le laissons seul juge de l'adéquation entre le dire et l'agir de nos invités.*

---

vendredi 1er décembre 2023

Olivier Lluansi vient se voir confier par Bercy une mission sur la réindustralisation de la France à horizon 2035.

1/ Quel est donc ce projet de « renaissance industrielle » dont vous êtes porteur ?

L'idée est simple : nous sommes en train de changer de paradigme. Nous étions dans une société de consommation, voire de consommation de masse. **Nous entrons dans un nouveau monde dit parfois le « monde d'après » car il n'a pas encore vraiment de nom, cependant les valeurs de l'environnement et de la souveraineté y sont clés.** Or un outil productif est au

service d’un projet de société. Post seconde guerre mondiale, nous avons souhaité reconstruire la France, la moderniser et la rendre indépendante (vis-à-vis des Etats-Unis pour mémoire) selon les termes répétés à satiété par M. Pompidou, Premier ministre puis Président de la République : alors nous avons eu les Grands Plans : Ariane (qui s’appelait différemment), le parc électronucléaire, le TGV, etc. Avec la bascule des années 70, les chocs pétroliers et aussi une nouvelle donne politique avec la présidence de Valéry Giscard d’Estaing, nous nous sommes orientés vers une société post-industrielle, priorité aux services et surtout aux services à valeur ajoutée qui se sont concentrés dans les métropoles. Et nous avons délocalisé massivement notre outil productif, car produire n’était pas notre priorité collective et les pays dits à bas-coût fournissaient moins cher ce qui augmentait notre pouvoir d’achat. Du moins dans un premier temps.

Aujourd’hui nous avons deux nouvelles priorités à concilier : environnement et souveraineté. Que nous donnions la priorité à l’une ou à l’autre, nous ferions un outil productif différent. Par exemple des éoliennes et des batteries sans terre rare si c’est la souveraineté qui prime ; avec terres rares, si c’est l’environnement car les performances sont meilleures avec. Ce n’est qu’un exemple.

Ainsi ce n’est pas simplement le rapatriement d’un outil productif. D’ailleurs cela n’aurait que peu de sens : les procédés de fabrication ont largement évolué en trente – quarante ans ; les exigences sociales et environnementales également ; les produits eux-mêmes ne sont plus les mêmes.

C’est un nouvel outil productif qu’il faut faire renaître… et ce n’est pas une simple « réindustrialisation » même si le terme est utile car il parle à tout le monde. Sur le socle de nos compétences, de nos savoir-faire, de notre tissu industriel actuel et pour répondre aux enjeux de demain, de notre futur projet de société.

2/ Dans l'imagerie populaire, l'industrie, ce sont d'abord des usines, et les usines, des hommes. Aussi, quelle place réservez-vous dans ce projet aux travailleurs français face à la main d'oeuvre à bas coût en provenance de l'étranger et à la robotisation ?

La place des femmes et des hommes dans l'industrie est centrale. Cependant elle évolue.

Des scénarios ambitieux de réindustrialisation à 2035 prévoient 350.000 emplois industriels en plus. Certes on sera encore au milieu du gué, **notre réindustrialisation prendra plus qu'une décennie. Toutefois on est très loin des 2,5 millions d'emplois détruits dans le secteur.** C'est un premier aspect quantitatif dont il faut avoir conscience.

La typologie des métiers change également. L'hybridation produits-services, le développement du numérique dans la production comme dans le fonctionnement et l'usage des produits manufacturés, les enjeux de décarbonation, l'éco-conception avec tout son volet de circularité, etc. tous ces facteurs développent le besoin de nouveaux métiers, de nouvelles compétences. C'est un aspect qualitatif.

Au milieu de tous ces changements, un cœur de valeurs ne change pas, lui. La fierté ressentie à transformer la matière, celle d'un produit qu'on peut toucher, sentir… la fierté d'ancrer cette activité dans un territoire, de lui apporter une richesse économique tout autant que ce territoire soutient cette activité : formation, foncier, sous-traitants, clients, partenaires, etc.

Les « faiseuses » et « faiseurs » de l'industrie sont les porteurs de cette fierté, qui a des racines très profondes, notamment dans notre souhait de maîtriser notre destin, de disposer d'une indépendance économique ou d'une souveraineté. Ce sont eux qui feront aimer l'industrie à nouveau. Ce sont eux, qui par leurs prises de parole, par le partage des émotions, du plaisir qu'ils ont à travailler en équipe, à

innover, à produire, à faire, etc. permettront d'attirer vers l'industrie tous les futurs talents dont nous avons tellement besoin.

3/ Pour mener à bien une politique de réindustrialisation, il nous faut regagner pas à pas notre autonomie stratégique. Certains la décrivent comme la « capacité à choisir librement nos dépendances ». Que vous inspire cet évitable oxymore ?

D'abord le temps du diagnostic : quels sont les services et les produits essentiels dont nous avons besoin pour faire face aux enjeux qui sont les nôtres ?

Listons rapidement ces enjeux : il y a certes **la géopolitique qui prend le pas sur la géo-économie, avec la notion d'indépendance et de souveraineté.** Cependant il y a aussi tous les enjeux environnementaux liés aux limites planétaires et également ceux relatifs la cohésion de notre Nation, social et territoriale. Une Nation dans laquelle les métropoles s'opposeraient aux « territoires », laisserait s'instiller en elle le poison de la division…

Or le diagnostic des services et produits essentiels à notre Nation pour répondre à ces défis n'est pas complet. Certes pour la transition écologique on a pointé les éoliennes, les batteries, les panneaux photovoltaïques. Une demi-douzaine d'équipements. Pour les médicaments une liste a aussi été établie avec des projets de relocalisation. Cette liste, complétée aux autres secteurs, permettrait de visualiser ce qui est nous est essentiel… et donc aussi nos vraies dépendances.

A partir de là, nous aurons la possibilité de prendre des décisions avisées sur nos dépendances « essentielles ».

Serons-nous en mesure de combler toutes ces dépendances ? Difficile de le dire à ce stade, mais probablement pas. Dès lors **il nous faudra assumer certaines dépendances, ou plutôt**

essayer d'y faire face différemment. L'interdépendance pourrait jouer une rôle clé : je suis dépendant d'un autre pays, d'une autre zone géographique pour tel produit, puis-je trouver un produit ou un service pour lequel il est dépendant de moi ? Ceci afin de fonder des alliances, des pactes de sécurisation mutuelle.

Cette démarche est devant nous. Elle n'est pas compliquée conceptuellement, cependant elle rompt de manière majeure avec la vision d'un grand marché mondial assurant optimalement tous les approvisionnements par le jeu de la concurrence.

4/ Chaque jour de nouveaux gisements, de nouveaux minerais, de nouvelles propriétés minéralogiques sont découverts sur notre sol ou sur d'autres. Néglige-t-on selon vous la nécessaire innovation relative aux matières premières et autres terres rares ? Serions-nous tributaires de schémas mentaux trop conservateurs ?

Je ne le pense pas. En revanche, **la question de l'extraction de minerais est symptomatique des injonctions contradictoires auxquelles nous sommes confrontés.** Le recyclage aura un rôle déterminant, mais il ne pourra pas tout faire. Par exemple pour les terres rares, nous recyclerons un « stock » de matières qui sera issu de nos produits électroniques, nos éoliennes, nos voitures, etc. Il faudra d'abord bien le constituer ce stock avant de le recycler ! Ensuite il y aura aussi des évolutions des besoins et des pertes dans la boucle de recyclage matière…

Aussi il nous faudra assumer une activité d'extraction. Ici ou ailleurs.

D'un côté, développer cette extraction sur le sol français ou européen renforcerait indéniablement notre indépendance. De l'autre, ce sont des activités dont l'impact environnemental est notable et visible : extraction à ciel ouvert, terrils, etc.

En fait ce qui nous fait totalement défaut, c'est un espace de débats et d'orientations qui permette de faire la part des choses entre **ces deux exigences du monde de demain et même d'aujourd'hui : environnement et souveraineté.**

Ce débat se fait aujourd'hui par médias interposés dans un climat clivant pour faire vendre ou bien faire des vues. Par des actions militantes comme des ZAD. Par des procédures de consultation du public qui parfois ne sont pas suivies (cf Notre Dame des landes) ou sont contestées sur le fond ou pire encore servent à des contestations juridiques sur leur forme, leur procédure pour les entraver.

J'avais proposé à un ancien Président de l'ADEME de monter une cellule de sachants pour éclairer ces arbitrages, une réflexion entre ces deux exigences de souveraineté et d'indépendance d'une part, et de respect de l'environnement et de l'espace naturel de l'autre. Le projet n'a pas été repris à date et il est aujourd'hui orphelin. C'est dommage.

Nous en avons besoin pour tenter de prendre un peu de recul par rapport aux émotions nécessaires et aux débats indispensables, publics ou sur les réseaux sociaux, mais qui ne peuvent à eux seuls prétendre résoudre la question.

C'est donc moins un « conservatisme mental » que la nécessité de disposer de nouveaux espaces de débats pour éclairer un chemin nouveau.

5/ Comment mobiliser tous les Français autour de l'industrie nouvelle ? C'est à dire comment les associer équitablement aux retombées concrètes de cette ambition ? Dit autrement, par-delà les slogans tels que « l'industrie, c'est la magie », y a-t-il lieu d'en faire, sinon un lieu de justice sociale, en tout cas une unique occasion de véritable capitalisme populaire ?

Il y a plusieurs dimensions dans votre question, celle de la

mobilisation et celle du financement.

Commençons par celle de **l'image de l'industrie.**

C'est un sujet que nous travaillons à plusieurs depuis quelques années déjà. D'abord nous avons voulu déconstruire cette image de l'usine « à la Zola », pied à pied. En fait **déconstruire un imaginaire collectif aussi fort est très long.** Or nous n'en avons ni le temps, ni pour les gens avec lesquels j'ai abordé cela, les moyens.

Ensuite nous nous sommes dit : « un imaginaire en remplace un autre ». Il suffisait de « créer » un nouvel imaginaire. C'est dans cette phase que sont apparues des expressions comme « l'industrie c'est magique ». Le constat que nous pouvons en faire, c'est que cela n'a pas fonctionné. Peut-être n'avons-nous pas trouvé les bons angles ? Peut-être qu'un imaginaire ne se décrète pas ?

La phase de réflexion dans laquelle je crois que nous sommes est un entre deux.

Oui il nous faut un nouvel imaginaire pour notre renaissance industrielle. Mais celui-ci ne viendra pas d'en haut. C'est presque trop tard. C'est l'idée que je développe dans les « Néo-industriels, l'avènement de notre renaissance industrielle ». Comme le disait déjà en 2019, Michel Serres, nous nous engageons dans un changement de paradigme sans « Du contrat social » de Rousseau ou sans les « Petits livres rouges » des pays qui ont été tenté par le communisme. Nous n'avons pas de réflexion philosophie cohérente et complète qui puisse nous servir de guide.

A défaut de cette vision globale, d'en haut, il est possible que cette vision émerge par l'entremise de dizaines et de centaines d'initiatives par des entrepreneurs engagés qui tentent de créer de la valeur économique sans détruire de la valeur environnement et plein d'autres tentatives. Une vision issue de l'expérimentation, une vision construite en

pointillisme.

Et oui aussi, il nous faut mieux écouter ce que le Français nous disent à propos de l'industrie. L'image négative qu'ils ont de l'industrie provient par exemple de leur perception des conditions de travail. Sur ce champ précis on peut faire un travail de « déconstruction / reconstruction » d'une image passée et décalée. D'une reconnexion de la perception avec la réalité. Cela c'est possible. Il y a, comme cela, deux ou trois domaines dans lesquels cette démarche est nécessaire.

Ces deux démarches sont complémentaires et nécessaires.

Maintenant parlons financement.

Le lien que vous faites entre les deux sujets n'est pas anodin et même est très pertinent. **Aujourd'hui le système financier privé abonde peu les projets industriels. Nous avons des champions mondiaux de la finance, mais la « mère des batailles » françaises manque de moyens et de financements.**

L'Etat est fortement endetté, je crois qu'il n'a plus la capacité d'investir les sommes nécessaires que j'estime à 300 Mds€, pour faire notre renaissance industrielle d'ici 2030-2035. Ce chiffre est une première estimation et nécessite d'être confirmé. Les banques l'auraient, mais entre ratios de solvabilité, processus existants qui reposent sur la finance internationale, etc. le financement de projets locaux peu liquides et présentant un certain risque n'a guère leur faveur.

J'ai l'intuition que ce qui débloquera la situation ce sont les Français et leur épargne. 6.600 Mds€ début en 2023 pour les seuls placements financiers. Quelques pourcents suffiraient. D'où l'importance qu'ils aient une bonne image de l'industrie. On n'investit pas son argent dans quelque chose qu'on n'aime pas.

Maintenant, supposez que vous avez eu une belle carrière et

que vous disposez de 200.000€ de placements financiers sur vos comptes. Vous êtes un militant de l'industrie, attaché votre territoire – disons par hasard Saint-Malo et les côtes armoricaines – vous êtes prêts à investir 5% de votre épargne dans le développement local de l'industrie. Vous commencez votre chèque 10.000 € et puis vous arrivez à la ligne « à l'ordre de… ». Et là, c'est le blanc…

En fait il n'y a pas ou très peu de produits gérer par des professionnels, il ne s'agit pas de faire n'importe quoi de votre argent, et qui réponde à cette envie de placement.

Il existe quelques produits ouverts au grand public, à l'échelle de la France. Par exemple les fonds BPI ouvert aux particuliers, qui ce sont des précurseurs et bousculent des pratiques. Cependant l'attachement et l'ancrage sont territoriaux désormais. **La bonne échelle sera peut-être la Région.** A cette échelle vous avez une ingénierie financière suffisante pour monter des fonds ouverts aux particuliers et un attachement territorial et « émotionnel » suffisant pour mobiliser votre épargne. C'est la tentative faite par Auvergne Rhône-Alpes, d'autres Régions ont tenté. Certaines attendent la mise en œuvre de la Directive européenne dite ELTIF, le 1er janvier 2024, qui facilite la création de tels fonds.

L'ordre de grandeur de ces fonds régionaux doit atteindre le milliard d'euros. Sans cela, ils ne seront pas à la hauteur des besoins. C'est un immense défi, mais la ressource est là. **Nous sommes globalement un pays riche avec une épargne très significative qui n'investit pas suffisamment dans son outil productif. Pas encore.**

6/ Quelle différence établissez-vous entre une usine installée en France sur fonds étrangers et une autre usine érigée sur fonds nationaux propres ?

Une autre forme de dépendance. La crise du Covid, la guerre en Ukraine ont mis en avant nos dépendances d'approvisionnements. Dont acte.

L’une des solutions pour y palier est d’avoir une production locale. Si elle est financée par des fonds non européens nous améliorons, peut-être la situation, cependant nous passons d’une dépendance d’approvisionnement à une dépendance de détention de l’outil productif.

Allons un peu plus loin. Dans un monde où la géopolitique prendrait le dessus, imaginons un pays qui domine un maillon de chaine de valeur, un pays qui « tienne » bien son tissu économique et qui a investi en Europe avec des usines positionnées sur ce maillon. On peut trouver de nombreux exemples réels et concrets.

Le jour où se pays décide un embargo, pensez-vous que ces usines vont continuer à tourner tranquillement parce qu’elles ne sont pas sur son territoire ?

Allons jusqu’au bout de la logique de guerre économique : **Si ce chainon était réellement essentiel à la sécurité économique de notre Nation, serions-nous prêts à « nationaliser » en urgence ces usines pour continuer à profiter de cette capacité de production ? Car c’est aussi ainsi que pourrait se pose la question.**

7/ Beaucoup pensent « bricks and mortar » quand on leur parle d’industrie. En quoi vous semble-t-il indispensable de mener une politique industrielle en matière numérique ?

La frontière entre industrie et service est devenue très perméable. En fait les deux sont imbriqués, sauf peut-être dans nos statistiques.

Les services à l’industrie, la maintenance, la logistique, l’ingénierie, représente un secteur économique de taille comparable à l’industrie manufacturière elle-même. L’ensemble des deux, parfois dénommée « industrie étendue » pèse environ 20% du PIB.

En complément, les entreprises industrielles offrent de plus en plus de services : la voiture connectée, la trottinette en location courte durée, l'équipement industriel en leasing, le même équipement connecté pour une maintenance préventive, etc. **Un grand patron de l'industrie automobile a indiqué il y a cinq ou six ans, que dans 10 ans la valeur ajoutée de son entreprise serait 50% services (majoritairement numériques), 50% manufacturière ie construction de véhicules.**

Ce ratio me semble un horizon assez réaliste. Ce qui de facto répond à votre question… et en pose une autre : **lorsque vous êtes une entreprise dont la moitié de la valeur ajoutée est liée aux services, restez-vous une entreprise industrielle ?** C'est pour cette raison que dans « Vers la renaissance industrielle » nous avions adopté une vision de la transformation de l'industrie : si elle devient de plus en plus servicielle, si les lieux et les organisations de notre production deviennent de plus en plus variés, si le numérique envahit la manière de concevoir et de produire, « **le seul pilier porteur de l'usine traditionnelle qui résiste sera ce noyau de valeurs et de magie fondé sur la transformation de la matière**, même s'il pourrait devenir minoritaire dans la création de valeur de nombreuses entreprises industrielles ». C'est ce cœur qui permet d'en distinguer la culture.

8/ Est-il absolument nécessaire de tout réinventer sur la question industrielle ? Est-il des « best practices » qui ont porté de nombreux fruits dans notre histoire et qui ne demandent qu'à être suivies à nouveau ?

De nombreux pays se sont industrialisés. Aucun à ma connaissance ne s'est RE-industrialisé. D'ailleurs cela m'est souvent posé comme question : est-il possible de se réindustrialiser ?

Pour s'industrialiser, il existe des approches, des politiques, des abaques. Je vous recommande la lecture du livre de Guillaume Parent « Politiques publiques et destin

industriel », à ce sujet par exemple.

Pour se réindustrialiser, il convient sans doute d'inventer une nouvelle approche.

Je voudrais illustrer cela. Une industrialisation permet en général d'évoluer de produits de base vers des produits de plus en plus sophistiqués, de plus en plus technologiques, à plus haute valeur ajoutée selon le terme consacré. Ce mouvement se déroule en parallèle d'une accumulation de capitaux, de connaissances et de maîtrises technologiques, l'un va avec l'autre. La Chine illustre à merveille cette dynamique sur 70 ans, au point de devenir un leader technologique incontesté.

Lorsqu'on souhaite réindustrialiser, on dispose déjà du bagage technologique, peut-être pas parfaitement, mais très largement. En théorie on peut passer de la conception-production de voitures thermiques à des voitures électriques sans repasser par les étapes préalables, des matières premières, des composants, des équipements, etc.

Un autre exemple, **dans les pays comme les nôtres, il n'existe plus véritablement de filières.** La continuité de la matière première au produit final est rompue, la chaine de valeur est fragmentée voire dispersée sur la surface du globe. Faut-il la reconstituer ou bien se focaliser sur certains maillons de cette chaine de valeur qui pourraient être considérés comme stratégiques ? Et **s'il faut reconstituer ces chaines de valeur, faut-il commencer par les matières premières ou bien par l'assemblage ?** Aujourd'hui nous assemblons à nouveau des Jeans en France, ou bien des batteries, alors que la chaine de valeur nous échappe largement : coton, lithium, graphite, etc. Est-ce cela la logique d'une ré-industrialisation : commencer par la fin ? Par l'étape d'assemblage qui est la plus proche du consommateur pour éventuellement « redescendre » ? C'est un peu ce que nous observons aussi pour l'industrie du vélo !

Ceci étant dit, il existe beaucoup de briques de politiques industrielles similaires entre industrialisation et ré-industrialisation : la formation, la mise à disposition du foncier, la constitution d'écosystèmes, l'énonciation d'un rêve ou du moins d'un projet « industriel », etc.

9/ Que vous inspire la récente pompe aspirante américaine de la mesure connue sous le nom d'Inflation Réduction Act ? Comment y parer, ou nous en inspirer, dans notre intérêt bien compris ?

La réciprocité aurait dû être notre principe de réaction. Or nous en sommes loin. Nous aurions dû mettre en place un fonds européen équivalent, plutôt que le laisser les Etats membres se concurrencer de manière inconsidérée pour attirer les méga-usines.

Plus avant, cette question de l'IRA soulève celle de l'échelle économique pertinente. Les Etats-Unis. Cette échelle illustre que les questions de souveraineté économique devraient se traiter au niveau des continents-puissances… J'y reviendrai.

La seconde question de fond que soulève l'IRA, est le « choix des armes ». Aux Etats-Unis, l'interventionnisme est puissamment utilisé en cas de besoin, comme cela l'est actuellement. En Chine, c'est la planification et une économie très liée au pouvoir politique, je n'y reviens pas. **En Europe on préfère principalement libéraliser et réguler, car la réglementation est sensée permettre d'atteindre l'optimum de l'allocation des ressources.**

Peut-être avons-nous le bon outil ? Je ne le sais pas. Par contre, ce qui est certain c'est que la mise en place d'une réglementation demande des années : celles pour s'accorder sur un texte commun et celles pour le mettre en œuvre. **La temporalité est en années, entre cinq et dix ans… Cette temporalité est devenue totalement décalée par rapport à un monde pétri d'urgences et de crises.**

Cette question de la temporalité entre la prise de conscience d'un défi et l'obtention de résultats mesurables est sans doute l'enjeu le plus important de la mandature à venir, avec les élections européennes de 2024 et la nouvelle Commission.

Entre temps, pour revenir à votre point, **les Etats-Membres s'engouffrent dans un « vide » laissé par l'Union européenne et font leur politique industrielle, leur politique de souveraineté.** Parce que « la nature a horreur du vide » et aussi ou surtout parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. Ils sont à la fois pragmatiques et légitimes, du moins tant que l'Europe ne nous protègera pas suffisamment de nos compétiteurs.